

AINES

Volume XLI-1, 2001

(Diallo).

Conflicts  
Région

Islands

Am  
Fortier).

Carrières

Identity in  
U &

Es).

Tris

Tris

S

## LE SYSTÈME AGRAIRE DU DELTA DU CHAO PHRAYA : TRANSFORMATIONS ET IMPACT DE LA CRISE DE 1997

par François/MOLLE\*, Thippawal SRIJANTR\*

*Le delta du Chao Phraya est le principal « bol de riz » de la Thaïlande. Divers facteurs ont contribué à augmenter la production per capita, à stabiliser la population agricole et à réduire les tensions sur le foncier. Les stratégies des exploitations s'orientent vers l'intensification rizicole, la diversification agricole ou la mécanisation sur des exploitations plus étendues. Une pluri-activité croissante et l'imbrication des domaines urbains et ruraux définissent une économie familiale complexe. Les impacts de la crise de 1997, en particulier sur les journaliers agricoles, sont évoqués mais l'article montre que les évolutions de fond de l'agriculture dans le delta ne sont pas infléchies de manière significative.*

Le delta du Chao Phraya est la région la plus densément peuplée de Thaïlande et produit 60 % du PNB thaïlandais. Pourtant, il y a environ un siècle et demi, cette région d'environ 2 millions d'hectares<sup>1</sup> était à peu près vide (300 000 habitants en 1850), malgré la présence de la capitale du royaume (Ayutthaya, puis Bangkok de 1785 à nos jours) ; largement marécageuse ou couverte d'une dense végétation, la région comportait néanmoins à cette époque 350 000 ha de riz, notamment de riz flottant. C'est donc une gigantesque entreprise de mise en valeur qui a permis l'expansion de l'agriculture – principalement le riz – sur près de 2 millions d'hectares.

\* Chargé de recherche à l'IRD, Montpellier.

\*\* Maître de conférences à l'Université de Kasetsart, Department of Agricultural Extension, Bangkok.

1. Le « delta » dont il est ici question correspond à la zone actuellement irriguée et inclut le delta fluvial proprement dit ainsi qu'une frange de terrasses irriguées qui le bordent.



Fonds Documentaire IRD

Cote : Bx 24953 Ex : 1



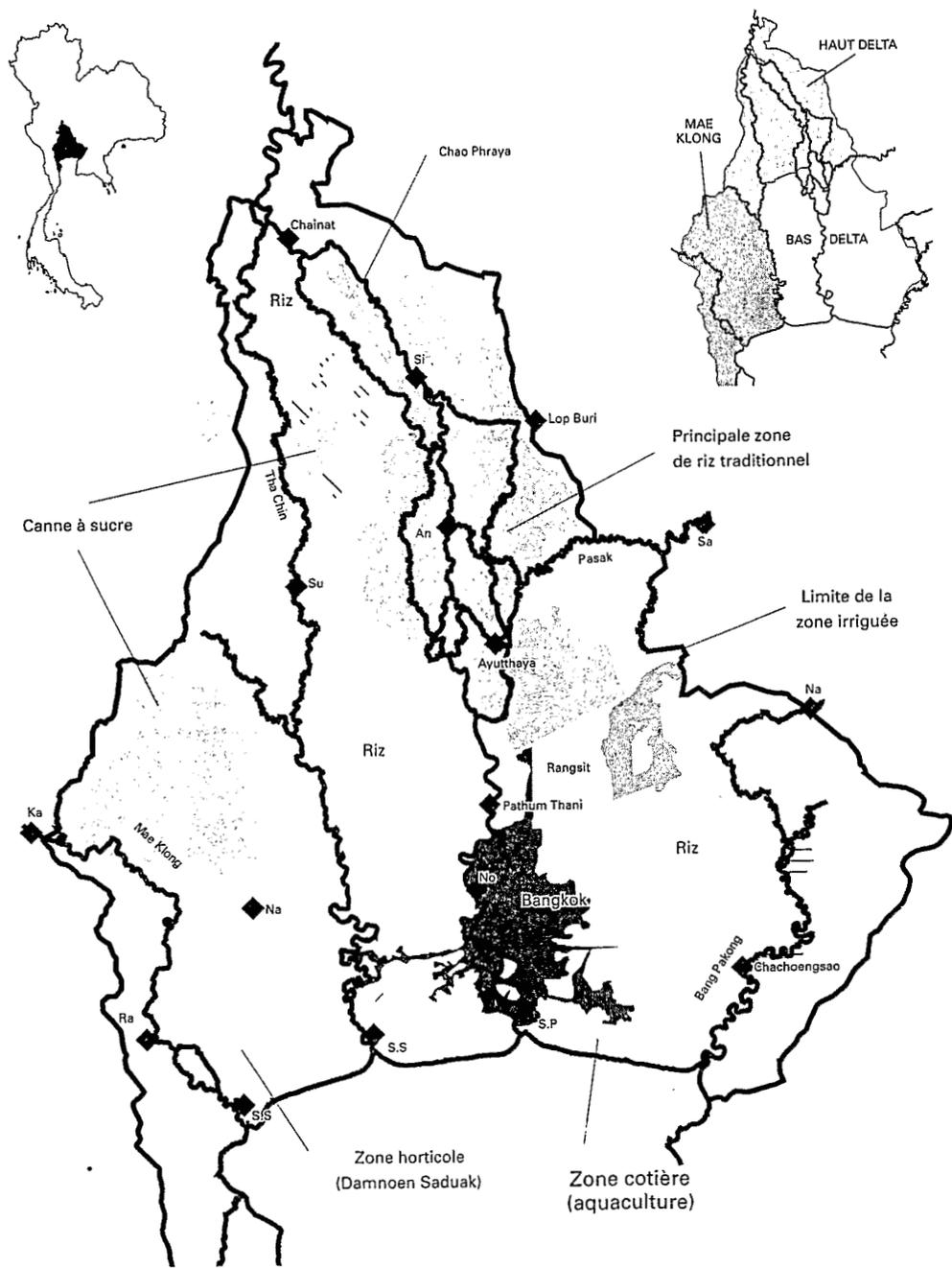


Fig. 1. — Le delta du Chao Phraya

La figure 1 donne une vision d'ensemble du delta. On voit qu'outre le Chao Phraya et la Tha Chin, la région est aussi traversée par trois autres rivières importantes : le Mae Klong à l'ouest, la Pasak et la Bang Pakong à l'est. Le sud du delta est dominé par Bangkok et une zone côtière où l'on trouve principalement de l'aquaculture, des marais salants et quelques mangroves résiduelles. À l'ouest, autour du Mae Klong, se trouvent les principales zones horticoles et sucrières. Le reste du delta est principalement planté de riz, avec une zone inondée (indiquée en grisé) qui est cultivée avec des variétés « traditionnelles » (riz d'eau profonde et riz flottant).

La première partie de cet article présente quelques éléments sur la structure des exploitations, replacés dans leur contexte historique. Une deuxième partie décrit les dynamiques actuelles majeures du système agraire du delta, la troisième aborde différents aspects de l'impact de la crise sur les systèmes d'exploitation.

#### 1. STRUCTURE DES EXPLOITATIONS : ÉVOLUTIONS ET SITUATION ACTUELLE

Une description des exploitations agricoles du delta se heurte d'emblée à l'hétérogénéité de la région. Les statistiques présentées à des niveaux d'agrégation différents donnent des informations souvent contradictoires. Selon les cas, nous utiliserons des données distribuées sur l'ensemble des districts qui correspond le mieux à notre delta irrigué (delta administratif) ou sur les cinq provinces principales et totalement incluses dans celui-ci<sup>1</sup>.

##### *Démographie, main-d'œuvre*

Dans l'histoire du Siam jusqu'au milieu de ce siècle, c'est la main-d'œuvre qui apparaît comme le facteur rare. Dans un pays peu peuplé et aux communications difficiles, le contrôle de la population, de sa force de travail et de son potentiel militaire est la base structurante du système politique du Royaume. La terre n'a qu'une valeur subsidiaire et dépend de la force de travail mobilisable pour en tirer un surplus.

1. Beaucoup d'études sur le delta arrivent à des généralisations erronées, soit parce qu'elles choisissent un point de vue local (typiquement la province d'Ayutthaya), soit parce qu'elles raisonnent sur un espace qui comprend à la fois le delta et les zones de cultures pluviales environnantes, mélangeant des dynamiques souvent opposées (typiquement la Région centrale). Les cinq provinces considérées sont Sing-buri, Ang Thong, Ayutthaya, Pathum Thani et Nakhon Pathom.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la mobilisation de la main-d'œuvre par le système traditionnel de la corvée rencontre des difficultés croissantes (fuite des serfs, transfert des esclaves royaux vers la noblesse, travail peu productif, etc.) et le recours à une main-d'œuvre chinoise, alimentée alors par un flux croissant de migration, devient commun. Les réformes du roi Chulalongkorn à la fin du siècle vont définitivement abolir le système féodal et libérer une main-d'œuvre croissante, laquelle s'investit fébrilement dans la riziculture<sup>1</sup>.

Le taux de croissance de la population dans la Plaine centrale au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle reste relativement faible, avec un taux de 2,1 % pour la période 1911-1947. Entre 1960 et 1990, la population du *delta administratif* rural (on exclut ici Bangkok et sa couronne industrialisée : les provinces voisines de Pathum Thani, Nonthaburi, Samut Prakan and Samut Sakhorn), passe de 3,6 à 5,5 millions. Pour les 3 décades 1960-1970, 1970-1980, 1980-1990, cette croissance correspond à des taux annuels de 1,13, 1,82 et 1,46 %, bien inférieurs à ceux de Bangkok, qui culminent à 4,3 % pendant les années 1970 avant de se stabiliser aux alentours de 3 %<sup>2</sup>. Les trois points importants de cette période pour l'analyse du delta agricole sont les suivants :

L'étude des *flux migratoires* montre que, pendant la période 1955-1970, la population rurale du delta subit une perte importante, dirigée vers la frontière agricole des terres hautes. Alors que le delta est soumis à une pression démographique et foncière importante, les *uplands* connaissent une période d'expansion exubérante. Ce boom est dû à la conjonction de plusieurs facteurs : l'expansion du réseau routier, la demande intérieure et mondiale en maïs, manioc, coton, etc., le contrôle de la malaria, la disponibilité de moyens de défriche mécaniques performants et le soutien actif, et intéressé, d'un secteur capitaliste agro-industriel naissant<sup>3</sup>. La frontière agricole permet de soulager partiellement la saturation dont souffre le delta. De 1970 à nos jours, Bangkok attire aussi une part importante de la population. La perte nette par migration du delta rural est supérieure à 0,4 % par an<sup>4</sup> autour de 1980 et fléchit légèrement en 1990<sup>5</sup>.

1. Les circonstances historiques de la colonisation dépassent le cadre de cet article centré sur la deuxième moitié de ce siècle. Parmi les études classiques sur ce sujet, le lecteur pourra se reporter à Ingram (1971), Manarangsarn (1988), Feeny (1982), Johnston (1975), Feeny (1989) et Ishi (1975).

2. La croissance est toutefois maintenant largement transférée vers la périphérie (3,9 % sur les années 1980, contre 2,3 % à Bangkok proprement dit), voir Molle et Srijantr, 1999.

3. Pasuk et Baker, 1997.

4. En pourcentage de la population totale : l'impact sur la main-d'œuvre est cependant bien supérieur puisque le taux de dépendance (*Population de moins de 15 ans + Population de plus de 65 ans / Population de 15 à 55 ans*) des populations émigrées est, en 1980, de l'ordre de 0,24 contre 1,1 pour la population totale.

5. Molle et Srijantr, 1999.

La Thaïlande connaît une *transition démographique* parmi les plus rapides jamais observées<sup>1</sup>. Alors que la croissance naturelle dépasse les 3 % à la fin des années 1960, divers programmes de contrôle des naissances (gouvernement, ONGs) sont lancés dans les années 1970. Ils contribueront, avec l'urbanisation qui induit une réduction de la taille moyenne des familles et un âge moyen au mariage plus tardif, à ramener ce taux à une valeur actuelle de 1 %. Dans le même temps, la fertilité moyenne passe de 6,5 à 2 enfants par femme.

Le troisième point concerne l'évolution de la *population agricole active* (population dont l'activité et le revenu principaux sont l'agriculture). Les données concernant la période 1960-1990 montrent que la totalité du croît démographique dans le delta a été – numériquement – transférée vers les secteurs économiques non agricoles, au sein même du delta rural et en dehors. On constate que si la population agricole baisse légèrement en valeur absolue de 2,5 à 2,2 millions, avec une baisse absolue dans les années 1960 due au flux vers la frontière agricole, elle ne représente, en termes relatifs, plus que 40 % de la population en 1990, contre 70 % trente ans plus tôt (fig. 2). Le déclin conjugué de la taille moyenne des familles (de 5,7 à 4,4 membres) explique que, malgré cette baisse, le nombre de familles agricoles est en légère progression.

À ces évolutions numériques, il convient d'ajouter un commentaire sur la pyramide des âges<sup>2</sup>. L'émigration concerne principalement la cohorte de 15 à 35 ans (tout particulièrement mâles et célibataires). Par ailleurs, l'espérance de vie a augmenté de 58 à 70 ans (hommes) entre 1975 et 1990. Il résulte de ces deux phénomènes un gonflement du milieu de la pyramide des âges urbaine tandis que, inversement, les couches jeunes et âgées de la pyramide rurale restent importantes, particulièrement cette dernière. Ceci se traduit d'une part par un vieillissement des chefs d'exploitation, la tranche des moins de 35 ans passant de 24 à 13 % entre 1963 et 1993, tandis que dans le même temps la classe des plus de 55 ans passe de 28 à 36 %. D'autre part, le taux de dépendance résultant de l'évolution des pyramides des âges évoluait de 1,3, 1,5, 1,1 à 0,9 (pour 1960, 1970, 1980 et 1990), apportant une correction positive à la force de travail agricole effective. Plus récemment, les années 1990 semblent être l'amorce d'un tournant radical : alors que la population agricole active de la Région centrale atteint un pic de 3,5 millions de personnes en 1988, ce

1. Knodel *et al.*, 1987.

2. Molle et Srijantr, 1999.

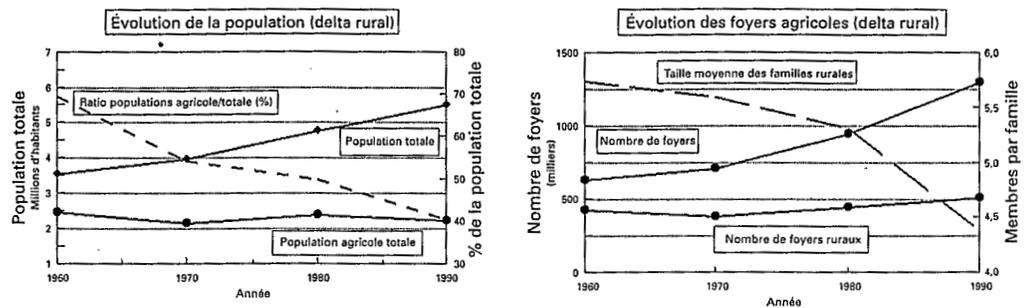


Fig. 2. — Évolution de la population rurale dans le delta (1960-1990)

nombre a diminué de plus de un million dix ans plus tard ! La perspective d'une déprise agricole, sur le modèle de celle observée en Malaisie, devient envisageable.

#### *Accès à la terre, statut foncier<sup>1</sup>*

À ces changements démographiques, correspondent des changements dans l'accès à la terre qui peuvent s'exprimer en termes de distribution et taille moyenne des exploitations, de statut foncier et de type de contrats de location. Un premier point important doit être mentionné avant de détailler ces différents aspects. Depuis les années 1970 et la mise en valeur des dernières terres résiduelles du Mae Klong, à l'ouest, le delta connaît une *régression de la frontière agricole*, de l'ordre de 1 % par an en moyenne sur la période 1963-1993. Cette perte nette de terres agricoles est évidemment plus importante dans la périphérie de Bangkok mais n'épargne en fait aucune province. Elle résulte de l'urbanisation mais aussi de la construction de golfs (40 terrains dans le delta), de zones d'emprunt de terre et de sable, de nouvelles routes, etc.

Cette diminution va de pair avec une augmentation des exploitations associée à une division des terres : la classe des fermes de plus de

1. Les données présentées dans ce paragraphe sont tirées de Molle et Srijantr, 1999. Sauf mention, elles concernent les cinq provinces principales du delta. Suphan Buri est parfois prise en compte pour marquer la différence avec une province dont une partie est hors du delta (*upland*). Les autres provinces ne sont pas considérées car elles ont soit une large partie de leur terres en *upland* (ex. Lop Buri) ou trop près de Bangkok.

2,5 ha perd de l'ordre de 25 000 unités tandis que celle de moins de 2,5 ha en gagne 17 000. Ceci se traduit par une diminution progressive de la taille moyenne des exploitations, de 4,8 ha en 1950 à 4,5 ha en 1963, 4,1 en 1978 et 3,5 en 1993.

La question du statut foncier est plus délicate : de manière générale, la situation en Thaïlande est caractérisée par un très haut taux de propriété (85 % des exploitations) et des conflits d'appropriation de la terre souvent graves mais, sauf exception, limités aux zones forestières ou de défriche récente. Dans le delta, des titres fonciers ont été mis en place dès 1955 et il existe un cadastre des terres. La question du statut foncier revient sur le devant de la scène à trois périodes de l'histoire de ce siècle : la première fois, il s'agit des conflits dans la zone Est du bas-delta (Rangsit), dans un contexte de transition et de formalisation de la propriété privée ; la deuxième période est celle qui suit la crise de 1929. La troisième période, approximativement 1955-1975, correspond à une période de saturation démographique, de pression foncière, de bas prix du riz et de stagnation technologique. Elle correspond également à un contexte politique régional tendu, où les questions du foncier, des « sans-terres » ou de l'endettement reçoivent une grande attention, car il s'agit « d'éviter que des poches de mécontentement et d'insurrection subversive n'apparaissent »<sup>1</sup>. Le pessimisme est général : la croissance démographique dépasse les 3 % ; Ramsson (1977) estime « qu'avec la fermeture de la frontière agricole, le fermage ne peut que s'étendre ». D'autres observateurs<sup>2</sup> mettent l'accent sur la pression et la spéculation foncières, ou sur les conséquences négatives des coutumes d'héritage (division des terres à parts égales entre les héritiers).

Contrairement à ces prédictions, c'est au contraire la classe des paysans propriétaires qui croît depuis 1967 (39 %) et qui maintenant prévaut (61 %). Le pourcentage des terres qui est en fermage reste, lui, relativement stable, autour de 40 %. Il est de nos jours alimenté par un nombre croissant de propriétaires qui ne cultivent pas eux-mêmes parce qu'ils sont trop vieux, ont hérité de la terre mais ont quitté le village ou ont changé d'activité, ou parce qu'il s'agit d'investisseurs capitalistes urbains. La figure 3 permet d'obtenir une vision plus précise de l'évolution du nombre d'exploitations entre 1978 et 1993, en fonction de la taille et du statut foncier. Les exploitations de plus de 15 rai (0,16 ha) diminuent quel que

1. Wagstaff, 1970.

2. Piker, 1975 ; Tomosugi, 1969.

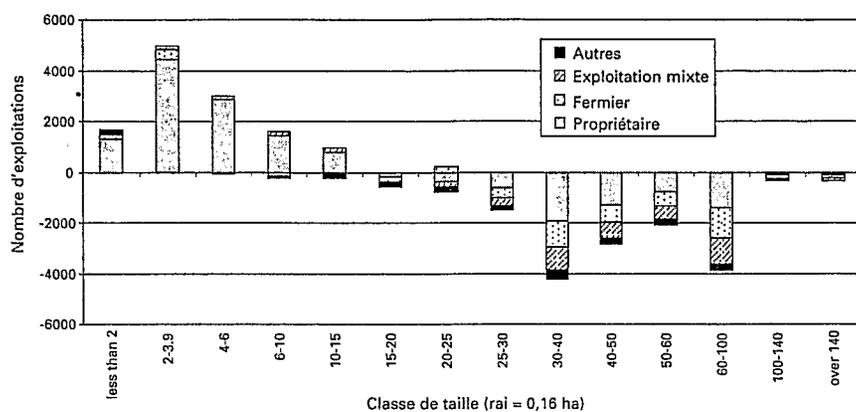


Fig. 3. — Évolution du nombre d'exploitations par taille et statut foncier (1978-1993)

Source : Molle et Srijantr, 1999.

soit le statut foncier, tandis que l'augmentation du nombre de petites fermes se fait très majoritairement dans la catégorie « propriétaire ».

Cette « percolation » des classes vers la gauche engendre le phénomène de baisse des superficies moyennes observé plus haut. On peut l'interpréter comme une tendance à la fragmentation, alimentée par une tradition de partage égalitaire des terres entre héritiers, avec croissance des petites exploitations ne disposant plus des moyens d'accroître leur superficie cultivée, ni par location ni – encore moins – par l'acquisition de terres. Cette constatation doit néanmoins être tempérée par le fait que la diversification concerne maintenant la moitié des exploitations et se trouve étroitement corrélée avec l'augmentation des petites propriétés.

#### Crédit, équipement

Le manque de crédit institutionnel et, parallèlement, les problèmes d'endettement qui lui sont associés, sont un problème récurrent dans l'histoire du delta. Les périodes de crise (bas prix du riz) et la vulnérabilité du riz aux aléas climatiques apparaissent comme les principaux déstabilisateurs d'exploitations peu ou pas capitalisées. C'est le cas après la crise de 1929, où les paysans sont « lourdement endettés auprès des prêteurs privés »<sup>1</sup> et à la fin des années 1950. Toutes les

données historiques sont malheureusement souvent fragmentaires et ne détaillent que rarement les causes, sources, quantités et modalités des emprunts (durée, taux d'intérêt, etc.). Il est souvent difficile de faire la part des petits emprunts occasionnels et de ceux qui hypothèquent la terre. De même, avec l'augmentation du crédit institutionnel dans les années 1970, est-il malaisé de distinguer les dettes liées à des emprunts productifs permettant la croissance de l'exploitation de celles contractées pour pallier ou retarder une situation de faillite.

C'est en effet en 1975 que le gouvernement, après les manifestations de paysans provoqués en particulier par les prix du riz et les taux de fermage, prend un certain nombre de mesures parmi lesquelles l'instauration d'un crédit rural institutionnel<sup>2</sup>. Tout indique que les craintes d'une augmentation des pertes de terre liées à un recours accru aux hypothèques foncières n'étaient pas fondées et que l'offre en crédit a eu un impact positif<sup>3</sup>. Néanmoins diverses études ont montré que ce crédit institutionnel avait principalement profité aux exploitations moyennes et grandes et que l'activité des prêteurs informels restait non négligeable.

## 2. DYNAMIQUES DES SYSTÈMES DE PRODUCTION DANS LE DELTA

Le delta du Chao Phraya, de par son rôle central dans l'histoire de la riziculture thaïlandaise, est souvent perçu exclusivement comme un « bol de riz » à la production relativement peu intensive, à l'instar de la riziculture nationale qui exhibe des rendements moyens parmi les plus bas de la région. Partiellement justifiée jusque vers 1970, une telle vue est maintenant inadéquate pour décrire le delta. Soumis à une forte pression démographique dans les années 1960, le delta a à la fois régulé sa population rurale, intensifié sa production agricole et développé des cultures à plus haute valeur ajoutée ainsi que la pluri-activité.

1. Ministère du Commerce et des Communications, 1930.

2. Siamwalla *et al.*, 1990.

3. Chalamwong et Feder, 1986.

### *Intensification*

La colonisation du delta et des terrasses avoisinantes s'est faite dans un contexte de terre abondante et de rareté de la main-d'œuvre. Les observateurs occasionnels notent de manière répétitive la nature rudimentaire de la riziculture et son manque de progrès technique. Jusque vers la Deuxième Guerre mondiale, seuls quelques moyens de pompage ou de vannage mécaniques viennent s'ajouter à un ensemble classique de labour avec traction animale, écopage, semis direct ou repiquage, récolte à la faucille. Les années 1950 et 1960 voient le développement des tracteurs utilisés pour le labour à sec dans les zones de riz flottant et un début d'utilisation des pulvérisateurs.

Malgré l'achèvement en 1962 du système irrigué du Nord du delta et, en 1964, du premier barrage de régulation, les rendements stagnent. Ce n'est qu'au cours des années 1970 que la riziculture va réellement s'intensifier. Il faut en effet attendre l'essor de la culture de saison sèche, l'augmentation du prix du riz en 1973 et la baisse du coût des engrais, après 1975, pour que les paysans adoptent, progressivement mais massivement, les variétés à haut rendement (VHR) de la révolution verte, qui deviennent alors économiquement attrayantes. D'importants investissements dans les aménagements parcellaires, les motoculteurs et les pompes axiales individuelles sont alors effectués par les paysans. Cette expansion des VHR se fait à l'aide de la technique du repiquage et occupe très vite toutes les terres où le contrôle de l'eau est adéquat, soit près de 60 % du delta<sup>1</sup>. Dans le même temps, les rendements moyens sur ces terres augmentent, de 2,2 t/ha à environ 4,7 t/ha de nos jours. La double et la triple culture se développent et ne sont contraintes que par l'insuffisance de l'eau disponible en saison sèche.

Malgré ces gains de productivité et d'intensité culturale, la production rizicole souffre d'un faible recours à la main-d'œuvre, particulièrement manifeste dans les soins cultureux, qui ne lui permet pas de réaliser son plein potentiel agronomique. Les deux transformations récentes majeures de la riziculture, l'abandon du repiquage pour le semis direct en prégermé (années 1980) et la mécanisation de la récolte (années 1990), sont en effet très fortement induites par un manque de main-d'œuvre agricole en période de pointe. Entre 1970 et 2000, les besoins de main-d'œuvre passent de cent jours à vingt-deux jours par hectare et par cycle cultural<sup>2</sup>.

1. Molle et Chompadist, 2000.

2. Molle, 2001.

Dans la zone de riz traditionnel, soit approximativement 300 000 ha, des travaux d'endiguement et de drainage ont contribué à stabiliser le régime hydraulique et la production agricole<sup>1</sup>. Des inondations exceptionnelles (1995), le recours croissant aux engrais, la nécessité de recourir à des opérateurs de service pour le labour et la récolte, des rendements moyens autour de 2,2 t/ha réduisent considérablement la rentabilité de cette riziculture qui reste fragile, précaire et endettée. Bien qu'elle tente de développer la double culture ou de remplacer la culture de saison des pluies par une culture de saison sèche avancée, cette zone reste caractérisée par une population rurale âgée, des forts taux de migration et de pluri-activité.

#### Diversification

Face à la réduction de la taille moyenne des exploitations et à la baisse tendancielle des cours du riz, la diversification vers des cultures de rente est une évolution observée dans la majorité des systèmes agraires asiatiques. Alors que 96 % des exploitations en 1937 et 90 % en 1963 cultivent seulement ou en partie, du riz, ce taux n'est plus que 70 % trente ans plus tard (tableau 1). Pour l'ensemble du delta, la superficie cultivée en cultures autres que le riz passe de 19 à 26 % entre 1978 et 1993.

TABLEAU 1. — Évolution du pourcentage d'exploitations cultivant du riz (6 provinces)

Année	Toutes exploitations rizicoles					Monoculture rizicole		Exploitations mixtes (riz + autres cultures)	
	1937	1947	1963	1978	1993	1978	1993	1978	1993
% total	96	92	90	84	70	68	52	16	18

L'augmentation la plus spectaculaire des cultures de rente est enregistrée dans la région de Damnoen Saduak, à l'ouest de Bangkok, où la production sur billons surélevés – principalement fruitière et un peu maraîchère – passe de 50 000 à 100 000 ha entre 1963 et 1995. Ce boom est accompagné d'un développement des agrumes dans la zone

1. Molle *et al.*, 1999.

de Rangsit, du maraîchage péri-urbain autour de Bangkok et de l'aquaculture en général.

En 1993, le gouvernement lance un « Projet de restructuration de la production agricole » visant à réduire la superficie en riz (et de trois autres cultures). Cette politique est animée par la volonté de réduire les consommations en eau et la vulnérabilité des exploitations à la baisse du cours du riz, catastrophique dans la période 1992-1994, tout en encourageant l'essor de cultures de rente. Ce changement, déjà entrepris par les paysans eux-mêmes, se trouve renforcé mais reste néanmoins contraint par la demande du marché, la disponibilité en main-d'œuvre, l'acquisition de savoir-faire et les conditions d'accès à l'eau. Il constitue toutefois une tendance de fond indéniable et amenée à durer.

#### « Extensification »

Tandis que les deux évolutions précédentes se font dans un contexte de réduction de la taille des exploitations, engendrée par une augmentation (limitée) de leur nombre sur des terres en diminution, un troisième processus marquant doit être mentionné ici. La zone de riz traditionnel du delta, comme nous l'avons noté plus haut, reste marquée par des contraintes agro-écologiques fortes et une faible rentabilité, propre à déstabiliser des petites exploitations qui doivent malgré tout engager des dépenses monétaires pour le labour, les engrais et la récolte. La fragmentation des terres à l'héritage conduit souvent les exploitations en dessous du seuil de reproductibilité, pour peu qu'elles ne puissent louer suffisamment de terres additionnelles.

Les statistiques de 1978 et 1993 permettent de mettre en évidence une croissance de la superficie cultivée par les exploitations de plus de 140 rai (22 ha). Bien qu'encore limité à un total de 33 000 ha, ce phénomène est d'une grande portée. Alors que la quasi-totalité de la riziculture inondée asiatique est le fait d'une agriculture familiale qui a su conserver ses avantages comparatifs (recours à une main-d'œuvre familiale pour des productions intensives), on observe ici un développement embryonnaire de relativement grandes exploitations. A-t-on ici un exemple de polarisation et de développement d'exploitations capitalistes ? La réponse dépend en partie de la définition que l'on donne à ces dernières mais il semble que le recours à la main-d'œuvre salariée soit finalement assez limité, en tout cas pas significativement différent d'autres catégories de paysans, puisque les deux tiers des exploitations de plus d'un hectare recourent peu ou prou à de la main-d'œuvre non

familiale. C'est la nature de cette riziculture relativement extensive et de son itinéraire technique particulier qui permettent de cultiver de plus grandes superficies en réalisant des économies d'échelle. Si l'on y ajoute le transfert de l'essentiel de la main-d'œuvre et de la population vers les autres secteurs économiques, on a ici un scénario qui se rapproche de l'évolution de l'agriculture européenne. Depuis 1993, la mécanisation de la récolte s'est étendue à 72 % des terres de la zone et la disparition des difficultés de gestion liées à la récolte manuelle facilite maintenant l'émergence de grandes exploitations.

#### *Échanges ville-campagne et intersectoriels*

En plus des principales évolutions agricoles évoquées ci-dessus, il convient de s'attarder sur les rapports entre l'agriculture dans le delta et les changements de l'économie thaïlandaise. Avec la croissance urbaine et la diminution du poids relatif de l'agriculture dans l'économie thaïlandaise (51 % du PNB en 1950, contre 11 % à l'heure actuelle), une grande partie de la population rurale est amenée à changer de secteur économique. Ce processus se fait en partie à Bangkok mais aussi, et surtout, dans les villes de provinces. Des emplois se créent dans le commerce, les petites manufactures, la construction, et sont accessibles à des membres de familles rurales sans que ceux-ci soient obligés de migrer. La moitié des foyers ruraux ont des membres travaillant dans le secteur industriel<sup>1</sup>.

Les revenus provenant de ces emplois, plus les versements effectués par les migrants à partir des villes viennent se combiner au revenu familial et sont partiellement réinvestis dans l'agriculture. À cela, il faut ajouter les revenus d'activités complémentaires comme l'artisanat et les petites industries domestiques (*home industries*) ainsi que ceux liés aux travaux occasionnels payés à la tâche. Au total, on constate que le revenu familial est extrêmement composite, fluctuant et difficile à appréhender. Ces changements sont en accord avec Koppel et Zurick (1988), qui estiment que « le défi du développement agricole qui se profile n'est pas seulement agricole ou agraire mais un processus bien plus complexe, dynamique et volatile de diversification et transformation rurale, [impliquant] des changements fondamentaux dans la composition de la vie économique rurale et dans l'organisation sociale ». En conséquence, la représentation des exploitations comme purement payannes est inadéquate et conduit à une analyse erronée de la réalité.

1. Kasetsart University et ORSTOM, 1996.

### 3. LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 1997 ET SON IMPACT

En juillet 1997, la Thaïlande subit une crise financière et voit sa monnaie dévaluée de près de 50 %, au milieu d'une succession de faillites de banques et d'entreprises. Affaiblie sur ses secteurs industriel et tertiaire, la Thaïlande se retrouve une vocation agricole. Le roi, dans son discours de décembre 1997, enjoint la population à retrouver ses racines agraires et à développer l'agriculture, source à la fois d'un progrès économique durable et stable et du meilleur des valeurs culturelles thaï<sup>1</sup>.

#### *Les prix agricoles*

Le domaine le plus évident qu'il faut d'abord examiner est l'impact de la crise sur les prix agricoles, intrants et produits finaux. Une première conséquence, *a priori* négative, de la dévaluation est le surenchérissement de certains engrais et pesticides importés. Le tableau suivant (tableau 2) montre néanmoins que les intrants de la riziculture n'ont que peu augmenté, voire même baissé. Ceci est dû en partie au fait qu'une large part des engrais de base est importée de pays ayant aussi subi la crise (Malaisie et Indonésie) et de la Chine, qui maintient des prix bas sur lesquels les autres produits sont obligés de s'aligner. Si l'on tient compte de l'inflation pour cette période de trois ans (environ 20 %), on peut conclure que l'impact direct et à court terme de la crise est pratiquement nul pour les riziculteurs. Pour les autres cultures, par contre, les engrais et produits phytosanitaires le plus souvent importés, et aux marchés plus étroits, ont augmenté à la mesure de la dévaluation : il en résulte un surcoût de l'ordre de 40 % qui, dans les zones horticoles, induit des changements dans le choix des cultures<sup>2</sup>.

Plus inattendu, bien que d'emblée évident, est l'impact positif de la crise sur le prix du riz en baht, dans la mesure où celui-ci est fortement corrélé au prix du marché international (en \$). Les moyennes nationales des prix du riz pour 1996 (avant la crise) et les deux années suivantes sont 5 520, 6 962 et 5 500 baht/t. Ces prix, en nette progression par rapport à ceux des cinq années précédentes, ont entraîné une forte demande d'eau en saison sèche et un boom de la triple culture. Au

1. Bello *et al.*, 1998.

2. B. Cheyroux, *com. pers.*

TABLEAU 2. — Évolution du prix de certains intrants du riz (1996-1999, en baht)

Intrant	1996	1997 avant crise	1999 (décembre)	Unité
Herbicide	230		240	5 rai
Pesticide	260		270	5 rai
Urée		370	260	50 kg
Engrais 16-20-0	360	260	300	50 kg
Gazoline	8		11	litre

total, le bilan micro-économique de la riziculture s'est largement amélioré au cours des trois dernières années mais il est malaisé de quantifier la part – sans doute prépondérante – du contexte international et de la dévaluation.

#### Le marché du travail

Alors que des centaines de milliers de personnes perdent leur emploi (400 000 pour l'année 1998, selon certaines estimations), un retour massif de migrants vers leur village d'origine est attendu. L'agriculture apparaît comme la base stable du pays et l'on espère qu'elle parviendra à absorber l'essentiel de cet afflux de main-d'œuvre. Dans la plaine centrale, comme ailleurs, les retours ont d'abord été moins importants que prévu. L'emploi urbain sur la période juillet 1997 - août 1998 diminue de 20 % en nombre d'heures, beaucoup d'entreprises préférant réduire salaires et temps de travail plutôt que de licencier. En février 1999, les enquêtes périodiques sur le marché de l'emploi détectent une augmentation de 900 000 personnes dans le secteur agricole, à laquelle s'ajoutent les sans-emploi et les travailleurs ruraux à temps partiel. Au total on estime à 2 ou 3 millions le nombre de personnes de retour dans les villages.

L'impact de ces retours est très variable selon les districts du delta, et même selon les villages, et prend parfois des tournures inattendues ou contrastées<sup>1</sup>. Dans certains villages, les personnes de retour investissent leur force de travail dans l'agriculture alors que cela n'est pas le

1. Ces informations sont fondées sur des observations dispersées et faites le plus souvent lors d'enquêtes centrées sur des objectifs ou thématiques non directement liés à la crise. Il s'agit donc d'observations qualitatives et fragmentaires.

cas dans d'autres. Si le migrant est parti jeune (ce qui est le plus souvent le cas) et n'a pas d'expérience de travail en riziculture, il reste dans la maison familiale, cherchant éventuellement de petits travaux payés à la journée, il ouvre parfois un petit point de vente s'il a un peu de capital, ou fait des va-et-vient sur Bangkok. Il est en position d'attente et retournera à la ville dès que possible.

Dans d'autres cas, le migrant cherche des activités agricoles ou, plus simplement, aide à la culture des terres familiales, se substituant éventuellement à la main-d'œuvre employée occasionnellement. D'autres reviennent avec un peu de capital et, s'ils ont une expérience agricole, investissent dans l'agriculture. On peut prendre comme exemple la province de Chachoengsao, à l'est de Bangkok, où perdure la situation foncière héritée de la fin du siècle dernier. Alors qu'environ 80 % des terres sont louées à des grands propriétaires urbains et que le marché de location est particulièrement inélastique, beaucoup de migrants ont investi dans l'élevage de crevettes. C'est le cas, par exemple, d'un village dont la plupart des émigrants travaillaient dans une entreprise de télécommunication qui a licencié massivement. Le pécule reçu comme indemnisation a été investi dans la transformation des rizières (pourtant louées, il faut le noter) en étang à crevettes et près d'un quart des terres du village y sont maintenant consacrées ! En moins de deux ans, la province s'est couverte de tels étangs. Malgré la chute des prix, sans doute partiellement consécutive à ce boom, le revenu de l'élevage de crevettes reste largement supérieur à celui du riz. Dans ce cas particulier, la crise a eu un effet indirect et positif considérable sur l'économie villageoise.

De manière générale, cet afflux de main-d'œuvre vient concurrencer la population de paysans sans-terre qui tire un revenu composite de petits travaux divers (épandage d'engrais ou de pesticides, curage de fossés, construction, petits commerces, etc.). De plus, l'offre de tels emplois et tâches est plutôt en baisse. Certains paysans qui pouvaient se permettre – économiquement – de sous-traiter une partie de ces tâches à des travailleurs journaliers se sont mis à les exécuter eux-mêmes afin de réduire leurs coûts de production. Par ailleurs, la mécanisation de la récolte du riz a aussi réduit une offre d'emploi saisonnière importante, même si elle a été à l'origine induite par un manque ponctuel de main-d'œuvre.

Cette augmentation de l'offre de travail devrait logiquement se traduire par une baisse des salaires ruraux journaliers. Là aussi, les observations réalisées sont très diverses et sont sans doute liées aux spécificités locales préexistantes du marché du travail (niveaux respectifs de l'offre et de la demande). Dans certains districts, il est fait état d'une

baisse, typiquement de 140 baht à 120 ou 100 baht/jour. Les équipes saisonnières de coupeurs de canne à sucre, souvent en provenance de la région Nord-Est, ont vu leurs salaires encore davantage réduits, sans doute à cause de la situation dans leur région d'origine (plus grand afflux de migrants). Dans d'autres districts, ce changement est moins évident, sans doute à cause du peu de retours enregistrés. Au total, malgré tout, le salaire moyen dans l'agriculture de la région centrale reste stable entre 1997 et 1998, puis décline à son niveau de l'avant-crise en 1999. Le salaire dans la construction à Bangkok baisse de 35 % en 1998, tandis que le secteur privé en général baisse de 16 %, puis reprend 30 % en 1999<sup>1</sup>.

La situation est toutefois très critique pour certaines familles, sans-terre, qui tiraient leurs revenus d'emplois dans des petites industries locales qui ont dû réduire leurs activités. Dans le district de Don Phut (province de Saraburi), par exemple, une quinzaine de personnes appartenant à un même groupe de trois villages et qui travaillaient dans une fabrique proche ont été licenciés. Certaines familles se retrouvent sans emploi et dans une situation critique. D'autres usines réduisent leurs activités ou les salaires. Pour pallier les situations les plus extrêmes et tenter d'injecter quelques revenus et emplois de subsistance, le gouvernement a pris plusieurs mesures. Les allocations de subsistance (800 baht/mois) allouées à un nombre limité de personnes sans ressources ont été augmentées (de quatre à six personnes par village). Diverses formations ont été dispensées pour inciter à l'artisanat ou à la manufacture familiale. Un fond spécial du gouvernement japonais de 1,2 milliard de francs (« Miyasawa ») a été débloqué pour procurer des emplois temporaires d'intérêt commun (routes de village, entretien de canaux, etc.).

### *Le marché de la terre*

Un autre impact important de la crise concerne le marché de la terre. La rupture de la bulle spéculative a donné un coup d'arrêt aux achats de terre par des groupes capitalistes basés à Bangkok et par des investisseurs locaux. L'énorme demande de terre produite par l'expansion de la capitale a, depuis le début des années 1980, entraîné les prix dans une hausse vertigineuse. Des terres qui valaient 2 000 baht/rai en 1977, dans la province de Nakhon Nayok, se vendaient 200 000 baht quinze ans plus tard. Au nord de Bangkok, le

1. *Labour force surveys.*

prix des terres est passé de 100 000 à 500 000 baht/rai entre 1983 et 1988<sup>1</sup>. De manière plus générale, le prix des terres agricoles dans le delta, avant la crise, variait entre 40 000 baht/rai en zones inondées, 100 000 baht/rai<sup>2</sup> en zones irriguées avec accès à l'eau, le double ou le triple en cas de proximité d'une route importante, un million de baht ou plus le long de l'autoroute menant vers le nord du pays.

Ces prix astronomiques (qu'il faut majorer au fur et à mesure que l'on se rapproche de Bangkok), reflétant une dissociation complète entre le prix de la terre et sa valeur productive, interdisaient pratiquement aux paysans d'acheter de la terre et faisaient reposer la phase d'accumulation du *cycle familial* sur le seul marché de la location. On peut donc considérer comme positif l'arrêt d'un processus très largement spéculatif qui drainait la propriété de la terre depuis les paysans vers des strates urbaines absentéistes, assurant de plus un transfert de capital constant par le biais des rentes locatives. Actuellement, en effet, les prix semblent avoir baissé de 40 % mais c'est plutôt la quasi-absence de transactions qui apparaît comme l'élément marquant. Deux facteurs incitent toutefois à ne pas surestimer ces changements. Le premier est qu'il semble bien que l'on assiste à une accalmie provisoire et que le marché reviendra – assez vite au regard de l'histoire – à des cours proches de la situation antérieure. Le deuxième est que l'arrêt des ventes est dû à un manque d'acheteurs mais pas de vendeurs. Il n'est pas rare d'entendre certains paysans se plaindre de la perte de cette occasion et regretter de ne pas avoir vendu plus tôt. De fait, si le marché a permis à quelques agriculteurs de vendre leurs terres près de Bangkok pour en acheter davantage et s'établir dans d'autres parties du delta, il est aussi une aubaine pour de vieux agriculteurs sans descendants ou dont les enfants ont tous quitté le secteur agricole et, parfois, la province.

Les effets de la crise sont aussi sensibles sur le marché de location des terres. Ceux qui possèdent – ou dont la famille possède – des terres qui ont été données en location, souvent par manque de membres actifs agricoles, les reprennent pour les cultiver eux-mêmes. D'autres paysans résidants du village, souvent vieux ou pluri-actifs, récupèrent aussi leurs terres pour profiter des hauts cours du riz en 1997 et 1998, quitte à recourir à une main-d'œuvre non familiale. Bien qu'aucune statistique ne soit disponible pour généraliser nos observations ponctuelles, il est fort probable que le marché de location des terres a subi une contraction temporaire, à partir d'un niveau de location proche

1. Saha, 1993.

2. 40 000 baht/rai soit 56 000 FF/ha, 100 000 baht/rai soit 140 000 FF/ha.

de 37 % du total des terres cultivées<sup>1</sup>. Ceci se traduit donc par une diminution des terres cultivées par les fermiers ou les exploitants mixtes, sur qui se reporte l'impact négatif de la crise.

#### CONCLUSION

Pour les riziculteurs, et indépendamment du réel impact de la dévaluation sur le riz, c'est d'abord le haut niveau des prix du riz en 1996, 1997 et 1998 qu'ils retiennent. L'augmentation de leurs revenus pendant cette période n'a été que peu altérée par les changements minimes du prix des principaux intrants. L'afflux de main-d'œuvre provoqué par le retour des migrants n'a pas entraîné de grands déséquilibres, d'une part parce qu'il semble avoir été somme toute limité et, d'autre part, parce que la diminution de 30 % de la main-d'œuvre engagée dans l'agriculture au cours de la décennie précédente avait probablement engendré une certaine capacité d'absorption. Les conséquences négatives (rétrécissement du marché de location des terres, baisse locale du salaire agricole) affectent d'abord les fermiers et les journaliers, augmentant la précarité de leur situation économique. Néanmoins, les solidarités villageoises, le très bas coût de la nourriture et quelques interventions sociales gouvernementales permettent d'éviter des situations d'extrême pauvreté.

Il semble, en définitive, que les différents impacts de la crise, souvent ponctuels ou limités, soient secondaires par rapport aux transformations de fond qui traversent le système agraire du delta : ainsi, est-il douteux que le reflux (limité) de main-d'œuvre ou la contraction de l'emploi local non agricole affectent significativement la chute brutale et le vieillissement de la main-d'œuvre employée en agriculture, ou le processus de mécanisation. De même, il est peu probable que la part spéculative du marché de la terre soit durablement réduite. À ces tendances lourdes sur les marchés de la main-d'œuvre et de la terre, on peut adjoindre certains paramètres *macro-économiques*, qui continuent de conditionner l'évolution du delta, notamment le cours erratique et bas du riz – sans doute le principal facteur déstabilisant des exploitations<sup>2</sup>, le manque d'eau en saison sèche et son partage inégal, principal facteur de différenciation, ou les diverses opportunités et contraintes en matière de diversification.

1. Molle et Srijantr, 1999.

2. Après trois ans de cours assez haut, le marché du riz est retombé, avec des prix variant entre 3 500 et 4 200 baht en cette fin d'année 1999. Alors que la bourse de Chicago affichait un cours de 12 cent/lb début 1997, celui-ci est de 5,2 cent/lb en avril 2000.

## RÉFÉRENCES

- Bello, Walden, Cunningham, S., Poh, L. K. (1998), *A Siamese Tragedy : Development and Disintegration of Modern Thailand*, Zed Books, 288 p.
- Chalamwong, Yongyuth, Feder, Gershon (1986), *Land Ownership Security and Land Values in Rural Thailand*, World Bank Staff Working Paper, No. 790, 62 p.
- Feeny, D. (1982), *The Political Economy of Productivity, Thai Agricultural Development, 1880-1975*, revised version of PhD thesis, University of Wisconsin-Madison, Asian Studies Monographs n° 3, 238 p.
- Ingram, James, C. (1971), *Economic Change in Thailand, 1850-1970*, Kuala Lumpur-Londres-Singapour, Oxford University Press, 350 p.
- Ishii, Yoneo (ed.) (1978), *Thailand : A Rice-Growing Society*, Honolulu, The University Press of Hawaii, 339 p.
- Johnston, D. B. (1975), *Rural Society and the Rice Economy in Thailand, 1880-1930*, unpublished PhD dissertation, Yale University.
- Kasetsart University, ORSTOM (1996), *Identification of Agricultural and Irrigation Patterns in the Central Plain of Thailand : Prospects for Agricultural Research and Development*, Bangkok, DORAS Project, 220 p.
- Knodel, J., Chamratrithirong, A., Debavalya, N. (1987), *Thailand's Reproductive Revolution : Rapid Fertility Decline in a Third-World Setting*, The University of Wisconsin Press, 251 p.
- Koppel, B. and Zurick, D. (1988), Rural transformation and the future of agricultural development policy in Asia, *Agricultural Administration and Extension*, 28, 283-301.
- Manarungsan, Sompop (1989), *Economic Development of Thailand, 1850-1950 : Response to the Challenge of The World Economy*, Bangkok, Institute of Asian Studies, Chulalongkorn University, 265 p.
- Molle F. (2001), *Rice Cultivation and Technical Change in the Central Plain of Thailand*, Bangkok, DORAS Project, Kasetsart University, Research Report n° 7, 130 p.
- Molle, F., Chompadist, C. (2000), Factors and constraints of the adoption of wet broadcasting in the Chao Phraya delta, Thailand, *Colloque international Direct Seeding in Asian Rice Systems : Strategic Research Issues and Opportunities*, Bangkok, IRRI, 25-28 janvier 2000, 14 p.
- Molle, F., Srijantr, T. (1999), *Agrarian Change and the Land System in the Chao Phraya Delta*, Bangkok, DORAS Project, Kasetsart University, Research Report n° 6, 140 p.
- Molle, F., Durongdej, S., Chompadist, C., Joannon, A. and Limsawad, Y. (1999), *Improvement of Rice Cultivation and Water Management in the Flooded Area of the Central Plain of Thailand : A Zoning of Rice Varieties by Using Remote Sensing Imagery*, Bangkok, DORAS Center, Kasetsart University, Research Report n° 5, 155 p.

- Phongpaichit, Pasuk, Baker, Chris (1997), *Thailand : Economy and Politics*, Oxford University Press, 450 p.
- Piker, Steven (1975), *The Post-Peasant Village in Central Plain Thai Society, from Change and Persistence in Thai Society. Essays in Honor of Lauriston Sharp*, Ithaca, Cornell University Press, p. 298-323.
- Ramsson, R. E. (1977), *Closing Frontier Farmland Tenancy and their Relation : A Case Study of Thailand, 1937-1973*, University of Illinois, PhD dissertation thesis, 221 p.
- Saha, Pradip Kumar (1993), *Agricultural Development in the Tropical Delta : A case Study in the North Rangsit Irrigation Project*, Thailand, Master of Engineering, AIT, 120 p.
- Siamwalla, Ammar, *et al.* (1990), The Thai rural credit system : Public subsidies, Private information, and segmented markets, in *The World Bank Economic Review*, Bangkok, Thailand Development Research Institute Foundation, p. 271-295.
- Thailand, Ministry of Commerce and Communication (1930), *Siam : Nature and Industry*.
- Tomosugi, Takashi (1969), The land system in Central Thailand, *The Developing Economies*, 7, 3, p. 284-309.
- Wagstaff, P. C. (1970), *Problems Associated with Rural Land Tenure in Thailand*, 58 p.
- Zimmerman, Carle C. (1931), *Siam : Rural Economic Survey : 1930-1931*, The Bangkok Times Press, 322 p.

Doryane KERMEL-TORRÈS et Philippe SCHAR — *The interactions of agriculture and industry. Agricultural dynamics and labour mobility in Thailand.*

Thailand economic history during the last decades offers a good example of strong links between agriculture and industry, reinforced since the mid 1980s, through a labour intensive and export oriented industrialisation process. Nowadays the ability to sustain the industrial process is facing rapidly rising labour costs, the specific dynamics of an agricultural sector with strong retention capacity for a workforce of rural origin, and the increasing mobility of such a workforce between factories or economic sectors. These structural constraints put to question the capacity of the agricultural sector to regulate the fluctuation of the labour market in a context of crises, as recently faced by Thailand.

François MOLLE et Thippawal SRIANTR — *The Agrarian System of the Chao-Phraya Delta : Transformations and Impact of the 1997 crisis.*

The delta of the Chao-Phraya is the principal « rice bowl » of Thailand. A diversity of factors have contributed to increasing the rice per capita production, stabilizing the agricultural population and reducing land tenure tensions. Farming strategies appear oriented towards the intensification of rice growing, agricultural diversification and mechanization of extensive exploitations. A growing mixed farming activity and the linkages between urban and rural domains are shaping a complex domestic economy. The impact of the 1997 crisis, especially on day-to-day agricultural labourers, has been pointed to, but the article shows that the bases of the valleys' agriculture have not changed in any significant manner.

Pierre-Yves LE MEUR — *The highlands of the Thai North in transition : Development brokerage and national construction.*

Development policies conducted in the north of Thailand for almost half a century result from the combination of complex objectives : the fight against opium growing and economic development, geopolitical considerations, a strategy of integrating of peripheral minorities and national construction. The present situation is transitional. The article describes the changing interface between development projects, State services and local companies, along historical and anthropological terms. The study is based on the analysis of the attitudes of various « actors » and strategic groups, constitutive of the field of development. Light is mainly shed on the role of middlemen, brokerages, and the overlapping of politics and economics in individual and group activities. The understanding of development policies as a form of governance also involves taking into account the question of ethnicity and its eventual handling.

Rodolphe de KONENCK — *The Dynamism of Malaysian Agriculture.*

Among South-East Asian agricultures, Malaysia has long since distinguished herself through the dynamism of her export sector. Be it large plantations beginning with rubber then oil palms, or be it small peasant plantations, the capacity to innovate, extend and reconvert has never wavered. In this business, the role or even the paternalism of the State especially since the 1950s has proved crucial. Even if the relative weight of agriculture in the national economy is much weaker than in the other countries of the region (with the exception of Singapore



<i>Résumés en anglais</i> .....	243
<i>Sommaires en espagnol, allemand, russe</i> .....	247

MUTATIONS DE L'AGRICULTURE  
EN ASIE DU SUD-EST

Marc DUFUMIER. — Introduction : mutations de l'agriculture en Asie du Sud-Est	251
Marc DUFUMIER. — Agriculture et « développement durable » en Asie du Sud-Est .....	259
Guy TRÉBUIL et Mahabub HOSSAIN. — Les grands types de rizicultures en Asie du Sud-Est : transformations récentes, enjeux actuels et perspectives d'évolution .....	279
Pascale PHÉLINAS. — La riziculture thaïlandaise face à la crise .....	303
Doryane KERMEL-TORRÈS et Philippe SCHAR. — Les interactions agriculture-industrie en Thaïlande. Dynamiques agraires et mobilités de la main-d'œuvre .....	325
François MOLLE et Thippawal SRIJANTR. — Le système agraire du delta du Chao Phraya : transformations et impact de la crise de 1997 .....	345
Pierre-Yves LE MEUR. — Les hautes terres du Nord de la Thaïlande en transition. Développement, courtage et construction nationale .....	367
Rodolphe DE KONINCK. — Le dynamisme agricole malaysien .....	391
Françoise GÉRARD. — De la crise financière à la crise alimentaire : l'Indonésie en 1997-1999 .....	413
François RUF. — L'avenir des cultures pérennes en Indonésie. Cacao et clou de girofle après la tempête monétaire .....	433
Pascal BERGERET. — Viêt-nam : la crise économique et l'intégration régionale sonnent-elles la fin de l'économie socialiste de marché ? .....	455

NOTES DE LECTURE SUR L'ASIE DU SUD-EST

Ouvrages de P. Richer (dir.) ; Y. Bourdet ; B. Sisouphangthong et C. Taillard ; J.-R. Laffort et R. Jouanneau ; J.-R. Laffort ; J.-L. Alexandre et N. Eberhardt ; T. Kousonsavath et E. Lemaitre ; Association d'amitié franco-vietnamienne, F. Gendreau (éd.) ; P. Lebailly, T. Dogot, P. Van Bien et T. Tien Khai. ....	475
---	-----

Imprimerie  
des Presses Universitaires de France  
Vendôme (France)  
IMPRIMÉ EN FRANCE

www.puf.com



